



BUDGET ANALYSÉ SELON LE GENRE

SYNTHÈSE DES PRINCIPAUX CONCEPTS ET DE CERTAINES INITIATIVES DANS LES AMÉRIQUES

1. Introduction

Le présent document a pour but de présenter brièvement une synthèse des concepts pertinents à l'analyse du budget selon le genre, les initiatives du Québec et du Canada ainsi que les principaux projets entrepris dans les pays des Amériques.

2. Les principaux concepts

Mainstreaming ou analyse différenciée selon le genre

- Constitue une approche plus vaste pour l'évaluation et la comparaison des répercussions de diverses politiques et mesures législatives et gouvernementales sur les femmes et les hommes, dans une multitude de domaines, par exemple la santé et l'éducation.
- Les budgets constituent ainsi l'un des nombreux aspects pouvant faire l'objet d'une analyse différenciée selon le genre.

Budget analysé selon le genre

- Analyse du budget dans une perspective féministe en évaluant et en comparant l'incidence des dépenses courantes sur les hommes et les femmes.
- Les budgets ne sont pas neutres. Ils affectent différemment les femmes et les hommes, en fonction des rôles sociaux qui leur sont attribués. «Les budgets [...] déterminent l'accès des citoyennes et citoyens aux biens, aux ressources et aux services. Les affectations des ressources budgétaires permettent de connaître les priorités du gouvernement¹.»

¹ Condition féminine Canada. «Budgets et égalité des sexes: un aperçu», Direction de l'analyse comparative entre les sexes, février 2000, p.4.

Les fondements de l'analyse du budget selon le genre

Les accords internationaux, comme la *Convention de l'ONU sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'encontre des femmes (CEDAW)* et le *Programme d'action de Beijing*, constituent le fondement de l'analyse du budget selon le genre. Le budget analysé selon le genre constitue l'un des outils utilisés pour faire avancer l'équité et l'égalité des sexes et assurer le respect des engagements des gouvernements à l'égard des femmes.

Programme d'action de Beijing

Le Programme d'action de Beijing a été développé lors de la Conférence de l'Organisation des Nations Unies (ONU) sur les femmes en 1995. Deux articles portent spécifiquement sur les budgets analysés selon le genre:

L'article 345: Il faudra tenir compte de la spécificité des problèmes des femmes dans les décisions budgétaires sur les politiques et les programmes, ainsi que prévoir un financement suffisant pour les programmes visant spécifiquement à assurer l'égalité entre les hommes et femmes.

L'article 346: Les gouvernements devraient s'efforcer d'examiner systématiquement la façon dont les femmes bénéficient des dépenses publiques, [et] ajuster les budgets pour assurer l'égalité d'accès à ces dépenses.

Trois objectifs du budget analysé selon le genre

- sensibiliser les gouvernements à l'impact des budgets sur les femmes
- informer les femmes des implications différentes des dépenses et revenus du gouvernement sur les hommes et les femmes
- accroître l'efficacité de l'affectation des ressources du gouvernement pour favoriser l'égalité entre les sexes

Caractéristiques du budget analysé selon le genre (selon l'UNIFEM)

- Il ne s'agit pas de budgets distincts pour les femmes, mais plutôt d'une intégration des considérations liées à l'égalité des sexes.
- Il favorise la participation des femmes au processus budgétaire.
- Il s'agit de l'établissement de nouvelles priorités plutôt qu'une augmentation des dépenses globales du gouvernement.
- Il s'agit d'une réorientation des programmes à l'intérieur des secteurs et non une redistribution des montants affectés à chacun d'eux.

Les sept principaux outils

Ces modèles élaborés par Diane Elson sont considérés comme les outils de références à prendre en compte lors de l'élaboration de budgets de genre²:

- Outil 1 - Évaluation sexospécifique des politiques: [...] appréhender les politiques et les programmes financés par le budget dans une perspective sexospécifique, en se demandant, par exemple, si les mesures politiques et les affectations budgétaires qui leur sont associés vont réduire ou augmenter les inégalités fondées sur le sexe.
- Outil 2 - Évaluation des bénéficiaires: On demande [...] aux bénéficiaires potentiels ou effectifs des services publics d'évaluer jusqu'à quel point les dépenses publiques répondent à leur besoin, tels qu'ils les perçoivent.
-
- Outil 3 - Analyse de l'incidence des dépenses: [...] ventilation des dépenses publiques selon les sexes [...] en comparant, par exemple, la distribution des bénéficiaires des dépenses publiques entre les femmes et les hommes, les garçons et les filles. De même, elle peut donner une idée de l'impact, sur les hommes et les femmes, de coupes budgétaires présentées comme non sexistes.
- Outil 4 - Analyse de l'incidence des revenus: [...] calculer ce que les différentes catégories d'individus ou de ménages paient en impôts ou en frais d'usage. La manière dont les gouvernements perçoivent leurs revenus, et le niveau de ces revenus par rapport aux besoins et à la demande, peuvent avoir des effets différents sur les femmes et les hommes.
- Outil 5 - Analyse ventilée par sexe de l'impact des budgets sur l'utilisation du temps: [...] face aux projets de réduction budgétaire, on devrait toujours se demander: cela va-t-il augmenter le temps que les hommes et les femmes passent à s'occuper gratuitement des autres ?
- Outil 6 - Plan de politique économique sexospécifique à moyen terme: L'objectif ultime de l'analyse sexospécifique des budgets nationaux est d'incorporer des variables sexuelles dans les modèles de planification à moyen terme des dépenses publiques.
- Outil 7 - Énoncé de budget sexospécifique: Tout gouvernement peut publier un projet de budget sexospécifique en utilisant au moins l'un des outils ci-dessus pour analyser ses programmes et budgets et résumer leurs implications grâce à des indicateurs clefs.

L'analyse du budget selon le genre doit être flexible et les outils proposés par Diane Elson doivent être adaptés au contexte de chaque pays, selon l'information disponible et les engagements du gouvernement à l'égard de l'équité.

² Elson, Diane. «Obligation de rendre compte du progrès des femmes: les femmes exigent des résultats» dans *Le progrès des femmes à travers le monde: rapport biennal d'UNIFEM*, New York, United Nations Development Program (UNDP), 2002, pp. 117-119.

Approches utilisées par les Organisations non-gouvernementales (ONG)

Le budget analysé selon le genre, surtout dans les pays d'Amérique latine, combine deux types d'approches utilisées par les ONG.

- approche gouvernementale utilisée par les ONG spécialisées en analyse budgétaire (habiletés techniques et analytiques, connaissance des concepts économiques)
- approche des droits utilisée par les ONG spécialisées dans la défense des droits des femmes (habiletés juridiques et politiques, mobilisation, action politique)

Le budget analysé selon le genre constitue pour le premier groupe une autre façon d'analyser le budget et, pour le deuxième, un moyen concret pour faire avancer les droits des femmes et mobiliser le soutien et l'action. Les initiatives entreprises dans les Amériques nous indiquent que la collaboration entre ces deux groupes procure des résultats intéressants.

Budget parallèle (ou alternatif): moyen utilisé par les ONG pour présenter et recommander de nouvelles structures de dépenses, après avoir analysé le budget gouvernemental dans une perspective humaniste et progressiste, et avoir attiré l'attention du public sur le processus budgétaire.

Budgets participatifs: au niveau local, la décentralisation offre des opportunités pour la participation des populations lors de l'élaboration et la mise en œuvre de budgets dans lesquels peut s'inscrire l'analyse du budget selon le genre.

3. Historique des initiatives

Origine: Australie en 1984

Le gouvernement fédéral a évalué l'incidence du budget sur les femmes, à tous les niveaux de gouvernement et dans chacun des ministères, en consultation avec l'*Office of the Status of Women*, de façon à démontrer les progrès vers l'égalité énoncé dans le *National Agenda for Women*. Rhonda Sharp a été étroitement associée à ce projet.

Initiative reprise par les Sud-Africaines en 1996

L'initiative est mise de l'avant par un groupe d'ONG en collaboration avec le Comité parlementaire conjoint sur les finances, qui produit à chaque année *L'Initiative budgétaire des femmes*. Ce document inclut une analyse de l'incidence de tous les budgets ministériels sur les femmes et les hommes et des recommandations de nouvelles structures de dépenses. L'un des premiers objectifs de ce projet initié en dehors du gouvernement fut de permettre aux parlementaires de soulever des questions relatives à la disparité des sexes en relation avec les budgets. Debbie Budlender est étroitement associée à ce projet.

Secrétariat du Commonwealth

L'initiative est reprise par le Secrétariat du Commonwealth, en 1996, qui a lancé la *Gender Budget Initiative*, une analyse différenciée du budget selon le genre dans divers secteurs, conçue pour impliquer les ministères des Finances. Diane Elson est étroitement associée à ce projet.

Grâce au plaidoyer des parlementaires, l'Afrique du Sud fut le premier pays membre à y participer. «En 1997, les responsables de la *Gender Budget Initiative* du Secrétariat du Commonwealth ont entrepris des consultations avec les ministères du gouvernement d'Afrique du Sud et travaillent avec le ministère des Finances à l'intégration d'une analyse budgétaire soucieuse de l'équité entre les sexes dans l'ensemble du ministère. Les fonctionnaires gouvernementaux considéraient leur participation au projet du Commonwealth comme un suivi au travail déjà fait par le groupe responsable du budget pour les femmes³.» Les ONG sud-africaines, avec leur expérience, ont contribué à la formation des fonctionnaires.

L'initiative fut par la suite lancée dans plusieurs autres pays membres, dont la Barbade et Saint-Kitts-et-Nevis.

UNIFEM

L'UNIFEM travaille depuis plusieurs années sur la thématique des budgets de genre. Cette institution appuie de nombreuses initiatives et projets dans 42 pays et publie plusieurs documents à ce sujet.

La Conférence de Bruxelles en octobre 2001: cette conférence organisée avec l'appui de l'UNIFEM et du Centre de Recherche et de Développement International du Canada (CRDI), a regroupé les parlementaires de plusieurs pays qui ont partagé leurs expériences sur le sujet. Le rôle prépondérant des parlementaires sur les initiatives de budget de genre y fut réaffirmé.

4. Initiative du Québec

L'analyse différenciée selon les sexes (ADS): une approche de gestion

L'analyse différenciée selon les sexes (ADS) est une approche de gestion en cours d'expérimentation au gouvernement du Québec qui tient compte des réalités différenciées des femmes et des hommes dans les politiques et les services publics. Cette approche s'intègre au travail courant d'élaboration ou de révision des politiques, programmes, ainsi que dans la prestation des services. Elle permet de fournir des avis judicieux pour connaître la portée d'une décision tant sur les hommes que sur les femmes.

Les projets pilotes

Le projet pilote au ministère des Finances a permis de développer un cadre d'analyse permettant de mesurer l'incidence des diverses politiques de taxation sur la situation des femmes et des hommes. Ces travaux ont permis la publication d'un document intitulé *L'Analyse différenciée selon les sexes: le régime fiscal du Québec* en septembre 1999.

«Durant l'étape 2000-2003, l'expérimentation est censée se déployer dans sept ministères: Finances, Santé et Services sociaux, Culture et Communications, Éducation, Emploi et Solidarité sociale, Relations avec les citoyens et Immigration, [ainsi que] Transports. On vise à élargir les bases établies lors de la première étape et à lancer de nouveaux projets pilotes dans des secteurs diversifiés.»⁴

³ Condition féminine Canada. «Budgets et égalité des sexes: un aperçu», Direction de l'analyse comparative entre les sexes, février 2000, p.11.

⁴ Massé, Hélène, avec la collaboration de Laberge, Michèle et de Massé, Ginette. «L'Analyse différenciée selon les sexes au gouvernement du Québec: vers une mobilisation interne et des alliances stratégiques pour l'égalité», Lien social et Politiques,- RIAC, 47, *Le genre des politiques publiques: des constats et des actions*, Printemps 2002, page 47.

5. Initiative du Canada

L'Analyse comparative entre les sexes (ACS): favoriser l'égalité entre les sexes dans toutes les politiques

«L'ACS est un outil qui facilite l'intégration systématique des considérations liées à l'égalité entre les sexes aux processus d'élaboration de politiques, de planification et de prises de décisions. [...] L'intégration des considérations liées à l'égalité entre les sexes est la réorganisation, l'amélioration, le développement et l'évaluation de tous les processus d'élaboration de politiques afin d'intégrer une perspective qui favorise l'égalité entre les sexes à toutes les politiques et à tous les niveaux et étapes, par l'ensemble des intervenantes et intervenants qui participent habituellement à l'élaboration de politiques⁵.»

Bien que le Canada ne présente pas d'initiative spécifique de budget analysé selon le genre, «le gouvernement canadien s'est engagé depuis fort longtemps déjà à analyser les répercussions des politiques sur les femmes au début de tout processus d'élaboration de politiques et de prise de décisions⁶.» Statistique Canada fournit de nombreuses données ventilées selon le sexe.

Deux ONG se sont démarquées

La Ligue internationale des femmes pour la paix et la liberté (LIFPL): Publié en 1993, *The Canadian Women's Budget* offre une comparaison critique des dépenses fédérales consacrées aux programmes et services sociaux et à la défense nationale. Ce document fait la promotion des droits des femmes et de la paix dans le cadre d'un exercice budgétaire.

Le Centre canadien de politiques alternatives (CCPA): Publié tous les ans quelques semaines avant le dépôt du budget fédéral, *L'alternative budgétaire*, présente une stratégie budgétaire en vue de réduire et d'éliminer le déficit, de stimuler davantage la croissance économique, de créer davantage d'emplois et de favoriser davantage l'égalité et la justice sociales. En 1998, *L'Alternative budgétaire* incluait une revue de la façon d'incorporer le genre au budget. Bien que ces documents ne constituent pas une analyse de budget selon le genre, celui de 2001 incluait pour la première fois un chapitre spécifique sur cette question. L'un des huit principes de *L'alternative budgétaire* est l'égalité économique entre les femmes et les hommes.

6. Initiatives dans les Amériques⁷

6.1 Brésil

Budgets participatifs

Le Brésil se distingue entre autres par sa politique sur les budgets participatifs, qui favorise l'implication des citoyens à la planification budgétaire. Même si les budgets participatifs n'impliquent pas nécessairement une analyse selon genre, les mouvements de femmes sont activement impliqués dans ces processus. Une étude de CIDADE à Porto Alegre a démontré que ceux-ci ont des effets positifs sur les femmes, en favorisant l'augmentation de leur participation au processus budgétaire.

⁵ Condition féminine Canada. «Trousse d'information sur l'analyse comparative entre les sexes (ACS)».

⁶ *Ibid.*

⁷ Résumé du texte: Borges Sugiyama, Natasha. «Gendered Budget Work in the Americas: Selected Country Experiences», October 2002.

L'analyse de budget avec les ONG

La société civile au Brésil utilise depuis longtemps l'analyse de budget dans une perspective humaniste comme outil de mobilisation politique, mais pas nécessairement selon le genre. Il existe une multitude d'ONG qui se spécialisent dans l'analyse du budget au niveau local, comme le *Centro de Assessoria e Estudos Urbanos (CIDADE)* à Porto Alegre et l'*Instituto Brasileiro de Análises Sociais e Econômicas (IBASE)* à Rio de Janeiro, et au niveau national, comme l'*Instituto de Estudos Socioeconômicos (INESC)* à Brasília.

Le *Centro Feminista de Estudos e Assessoria (CFEMEA)*, l'une des organisations féministes les mieux établies au Brésil, a commencé à examiner les incidences du budget sur les femmes en 1995. Elle a entre autres travaillé directement avec le caucus des femmes du Congrès. Elle a principalement travaillé sur les secteurs identifiés lors de la Conférence du Caire et celle de Beijing, la santé et les droits reproductifs, deux secteurs où elle avait d'importants contacts avec le gouvernement. En plus d'examiner l'élaboration du budget, elle aussi analysé sa mise en œuvre ainsi que celle des programmes publics, afin de s'assurer que les engagements du gouvernement se reflétaient dans les services publics offerts. Cette étude a entre autres révélé que le manque de précision des politiques budgétaires destinées aux femmes permettaient une redistribution de ces fonds vers d'autres secteurs. Les résultats sont publiés dans le journal mensuel *Fêmea*, qui est envoyé aux femmes chercheuses, parlementaires et défenseuses des droits des femmes. CFEMEA prévoit appliquer l'analyse de budget selon le genre à la mise en œuvre de programmes municipaux, en collaboration avec des ONG locales.

6.2 Chili

Deux projets principaux

Deux projets principaux sont actuellement en cours. L'un par le *Servicio Nacional de la Mujer (SERNAM)*, un organisme autonome du gouvernement chilien destiné à la défense des droits des femmes, et l'autre par *Hexagrama Consultoras*, un groupe de la société civile.

Projet de SERNAM: en 2001, le SERNAM a pu faire en sorte, avec la collaboration du ministère des Finances, que toutes les agences gouvernementales produisent une analyse selon le genre de leurs politiques (présentement en cours). SERNAM élabore également des indicateurs de genre pour l'analyse du budget et forme des fonctionnaires.

Projet d'Hexagrama: Alejandra Valdés et Elizabeth Guerrero ont initié en 2001 une étude sur le genre et les budgets (revenus et dépenses) de municipalités dans quatre différentes régions afin de faire ressortir les inégalités de sexe dans les dépenses publiques au niveau local. Elles ont constaté que les municipalités ont peu d'information sur la mise en œuvre des programmes et que les fonctionnaires ne sont pas habitués à fournir des informations à la société civile. Ces deux pionnières ont ainsi élaboré une série de recommandations et de lignes directrices afin de développer des indicateurs de genre pour l'analyse des dépenses et des revenus municipaux.

6.3 El Salvador

Le *Movimiento de Mujeres Melida Anaya Montes*, une ONG de femmes, travaille sur la question des budgets et a produit un guide sur le budget analysé selon le genre.

Le 15 août 2003, la première initiative d'étude du budget national dans une perspective de genre, regroupant toutes les femmes parlementaires ainsi que les représentantes d'organisations de la société civile, animée par le *Movimiento de Mujeres Melida Anaya Montes*.

6.4 États-Unis

Les États-Unis constituent l'un des rares pays à ne pas avoir ratifié la Convention de l'ONU sur l'élimination de toute forme de discrimination à l'encontre des femmes (CEDAW). La ville de San Francisco a tout de même incorporé les principes de cet accord dans sa gouvernance municipale.

La documentation consultée ne nous a pas permis d'identifier des initiatives états-uniennes sur les budgets de genre.

6.5 Mexique

Les projets des organisations mexicaines

Deux ONG réalisent des projets d'analyse budgétaire selon le genre: FUNDAR: *Centro de Análisis e Investigación* (recherche, formation, divulgation d'information et action directe afin d'accroître la participation des citoyens à l'élaboration des dépenses publiques) et *Equidad y Género: Ciudadanía, Trabajo y Familia* (un large réseau d'organisations de défense des droits des femmes).

En 1998, *Equidad y Género* a organisé un premier atelier sur le budget selon le genre qui a mené à une première étude budgétaire centrée sur le thème de la santé reproductive. Depuis l'an 2000, la collaboration entre FUNDAR et *Equidad y Género* a produit plusieurs études parmi lesquelles:

L'étude budgétaire sur la santé reproductive a permis une analyse des dépenses publiques destinées directement aux femmes. Les principaux problèmes rencontrés concernent le manque de données ventilées selon le sexe et l'invisibilité du genre dans le budget mexicain. Les résultats démontrent que seulement 0,03 % des dépenses publiques sont consacrées aux femmes. Prenant acte de cette réalité, une vaste campagne médiatique a été entreprise afin de persuader le gouvernement de consacrer plus de budget aux femmes et de fournir d'autres informations sur le budget ainsi que des données ventilées selon le sexe permettant d'analyser les répercussions sur les femmes des politiques budgétaires qui n'y sont pas spécifiquement adressées.

L'analyse des programmes d'éradication de la pauvreté: Cette autre étude examine l'application des accords internationaux que le Mexique a signé. Elle permet:

- 1) d'identifier les engagements du Mexique à la Conférence du Caire et à celle de Beijing;
- 2) d'identifier les fonds alloués aux programmes d'éradication de la pauvreté depuis 1998;
- 3) de catégoriser l'information pour chaque programme;
- 4) de développer des critères d'évaluation selon le genre, comme la satisfaction des besoins des femmes, leur participation dans la prise de décision et la reconnaissance du temps et travail non payé.

La popularité de ces programmes a permis à ces deux ONG d'acquérir une crédibilité dans les débats publics. L'absence de données ventilées selon le sexe ne permettait pas d'évaluer les répercussions d'autres programmes gouvernementaux sur les femmes et les hommes. Ces deux ONG développent une méthodologie d'analyse de budget selon le genre adaptée au Mexique afin de produire des résultats crédibles et persuasifs pour le gouvernement et les médias.

Ces deux ONG travaillent également en collaboration avec l'*Instituto Nacional de las Mujeres* afin de développer un guide pour l'analyse du budget selon le genre, qui sera exigé de chaque ministère.

Les autres activités de ces organisations sur les budgets analysés selon le genre visent la formation de femmes (*leaders*), entre autres des femmes parlementaires intéressées aux droits des femmes, et la collaboration avec quatre États fédérés (Coahuila, Chiapas, Puebla et Querétaro) ainsi que l'assistance technique et la tenue d'ateliers dans ces États.

6.6 Pérou

Projet de budget au niveau local

La péruvienne Virginia Vargas travaille à l'analyse selon le genre des budgets dans la région andine, dans le cadre du *Projet sur les droits économiques et sociaux des femmes andines de l'UNIFEM*. Seules peuvent y participer les municipalités dont les autorités démontrent la volonté de collaborer avec les groupes de la société civile locale et de contribuer à l'amélioration de l'équité et qui répondent à certains critères, tels qu'un degré élevé de représentation féminine au sein du gouvernement local.

Au Pérou, la municipalité de la Villa El Salvador fut sélectionnée pour ce projet, car elle présente une longue tradition de gestion et d'activisme communautaires et une société civile très active, incluant des organisations féministes.

Le gouvernement municipal de Villa El Salvador a mis en œuvre un budget participatif depuis août 2000, basé sur le modèle de Porto Alegre, après avoir tenu une conférence au cours de laquelle les différents projets de budget participatif du Brésil ont été évalués et comparés. Le modèle choisi fut adapté à la communauté péruvienne, entre autres en y ajoutant une analyse des impacts du budget selon le genre.

Le *Centro Flora Tristan* travaille avec les femmes élues et donne des formations sur les droits économiques et sociaux et le budget dans 40 municipalités. Il a publié une étude intitulée *Mujeres y Gasto Publico*.

6.7 Conclusions sur les initiatives dans les Amériques⁸

Madame Natasha Borges Sugiyama conclut son ouvrage par quelques constats:

- veiller à l'amélioration de la transparence des processus budgétaires, même si l'accès à l'information demeure difficile.
- l'utilisation accrue d'Internet permet d'avoir accès plus facilement aux informations gouvernementales sur le budget.
- la majorité des initiatives sont réalisées au niveau local (budget participatif et collaboration avec des ONG et des chercheurs locaux).
- longue tradition de l'engagement des mouvements de femmes et effort important de *mainstreaming* dans les agences gouvernementales, par la création entre autres d'organismes gouvernementaux responsables de la condition féminine.

⁸ Telles que formulées par :Borges Sugiyama, Natasha. «Gendered Budget Work in the Americas: Selected Country Experiences», October 2002.

- ces organismes gouvernementaux responsables de la condition féminine favorisent le lien entre les agences responsables du budget et les groupes de femmes, mais manquent parfois d'autorité et de ressources pour influencer les pratiques de gouvernance.
- même si plusieurs initiatives sur l'analyse de budget ne concernent pas spécifiquement le genre, elles ont favorisé le débat sur le processus budgétaire, une plus grande transparence et le développement d'une expertise en analyse budgétaire.
- importance de faire preuve de créativité dans l'adaptation des outils et des modèles à chaque pays, région ou municipalité, et surtout, aux données disponibles.
- mettre en œuvre un budget analysé selon le genre qui soit flexible afin de permettre des ajustements tout au long du projet.
- plusieurs initiatives dans les Amériques ont débuté avec un projet pilote (dans un secteur, à un niveau de gouvernement).
- plusieurs initiatives dans les Amériques constituent des projets de recherche à court terme, qui ne sont pas nécessairement intégrés à la mission de l'organisation ni accompagnés d'autres activités telles que la participation aux débats sur le budget et le suivi à long terme, ce qui limite leur influence sur la prise de décision gouvernementale.
- il faut compter plusieurs années avant qu'un groupe de la société civile n'ait acquis la crédibilité suffisante et la reconnaissance nécessaires pour influencer les politiques gouvernementales.
- ces initiatives ont permis d'accroître les connaissances sur le sujet, ainsi que le nombre d'ateliers, séminaires, réunions, formation. Elles ont également servi à informer les populations, les parlementaires, les gouvernements et les autres groupes de la société civile.

BIBLIOGRAPHIE

- Condition féminine Canada. «Budgets et égalité des sexes: un aperçu», Direction de l'analyse comparative entre les sexes, février 2000.
- Condition féminine Canada. «Trousse d'information sur l'analyse comparative entre les sexes (ACS)».
- Elson, Diane. «Obligation de rendre compte du progrès des femmes: les femmes exigent des résultats» dans *Le progrès des femmes à travers le monde: rapport biennal d'UNIFEM*, New York, United Nations Development Program (UNDP), 2002.
- Borges Sugiyama, Natasha. «Gendered Budget Work in the Americas: Selected Country Experiences», October 2002.
- Massé, Hélène, avec la collaboration de Laberge, Michèle et de Massé, Ginette. «L'Analyse différenciée selon les sexes au gouvernement du Québec: vers une mobilisation interne et des alliances stratégiques pour l'égalité», Lien social et Politiques,- RIAC, 47, *Le genre des politiques publiques: des constats et des actions*, Printemps 2002, pages 43-54.